



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

ostéopathes

Question écrite n° 19138

Texte de la question

M. Bernard Debré attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports sur l'avenir de la profession d'ostéopathe en France. Les décrets du 25 mars 2007 ont permis de réglementer les conditions de formation et d'exercice en ostéopathie et préciser les critères d'agrément des établissements de formation de cette profession. Or, un premier constat oblige à reconnaître qu'aucune régulation démographique n'a été prise en compte dans l'organisation de ces agréments. Une telle maîtrise des flux est pourtant nécessaire afin d'assurer durablement la qualité des soins dispensés par les ostéopathes et ainsi contribuer à répondre au droit fondamental des usagers de bénéficier de soins sécurisés. Un trop grand nombre d'autorisations délivrées peut conduire à remettre en cause la qualité des soins aussi, conviendrait-il, de l'avis de la plupart des observateurs, d'introduire dans le code de santé publique un quota de diplômes en ostéopathie délivrés chaque année pour atteindre le double objectif de qualité des soins et de pérennité de la profession. Au regard de ces remarques, il souhaite savoir si elle envisage la mise en place d'un tel numerus clausus.

Texte de la réponse

L'article 75 de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé pose le principe d'une reconnaissance de l'usage professionnel du titre d'ostéopathe. La volonté du législateur n'a pas été de créer une profession de santé, mais de définir, dans l'intérêt de la santé publique, un cadre à cette activité déjà exercée antérieurement à la loi du 4 mars 2002. La régulation des activités d'ostéopathie ne présente pas d'enjeu financier socialisé puisque les actes ostéopathiques ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie. Le législateur n'a pas souhaité, en conséquence, instaurer de quotas pour l'accès en formation, mais s'est attaché à fixer des critères portant sur le contenu de la formation et sur le champ d'exercice de l'ostéopathie afin d'assurer durablement la sécurité des soins dispensés par les ostéopathes. L'autorisation d'user du titre d'ostéopathe accordée aux praticiens en exercice et l'agrément délivré aux établissements de formation en ostéopathie répondent à ces préoccupations. Il n'apparaît pas nécessaire d'instaurer en outre des quotas d'entrée dans les établissements de formation en ostéopathie.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Debré](#)

Circonscription : Paris (15^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 19138

Rubrique : Médecines parallèles

Ministère interrogé : Santé, jeunesse et sports

Ministère attributaire : Santé, jeunesse, sports et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 mars 2008, page 2224

Réponse publiée le : 10 juin 2008, page 4936